



**RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE
SESSION DU DEBAT D'ORIENTATION
BUDGETAIRE EN DATE DU 07 MARS 2023**

Accusé de réception en préfecture
083-218300861-20230307-DB2023-11-DE
Date de télétransmission : 09/03/2023
Date de réception préfecture : 09/03/2023



SOMMAIRE

- > CONTEXTE JURIDIQUE DU DOB
- > CONTEXTE ECONOMIQUE
- > CONTEXTE NATIONAL
- > RAPPORT RETROSPECTIF
- > ANNEE 2022 – PROJECTION ET SITUATION ATTENDUE
- > DETTE
- > ORIENTATION BUDGETAIRE

CONTEXTE JURIDIQUE DU DOB

Accusé de réception en préfecture
083-218300861-20230307-DB2023-11-DE
Date de télétransmission : 09/03/2023
Date de réception préfecture : 09/03/2023



Le contexte juridique du DOB

- > La tenue d'un débat portant sur les orientations générales du budget des collectivités territoriales est rendue obligatoire depuis la loi du 6 février 1992.
- > La jurisprudence administrative rappelle que le DOB est une délibération à formalité substantielle : aucune délibération adoptant le budget primitif de la collectivité ne peut être tenue en amont de celui-ci sous peine d'être entachée de nullité (*Tribunal administratif de Versailles, 28 décembre 1993, Commune de Fontenay-le-Fleury*).
- > Le Conseil d'Etat a fixé à deux mois la durée entre la date de délibération du DOB et celle du vote du budget primitif pour laisser le temps de réflexion nécessaire aux élus.
- > Le DOB doit répondre à deux objectifs :
 - L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de fonctionnement
 - L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette



Le contenu du DOB

- > L'article D2312-3 al A du Code général des collectivités territoriales, issu de la loi NOTRe du 7 août 2015, précise le contenu exhaustif du DOB :
- > « Le rapport prévu à l'article [L. 2312-1](#) comporte les informations suivantes :
- > 1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.
- > 2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
- > 3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.
- > Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget. »

CONTEXTE ECONOMIQUE

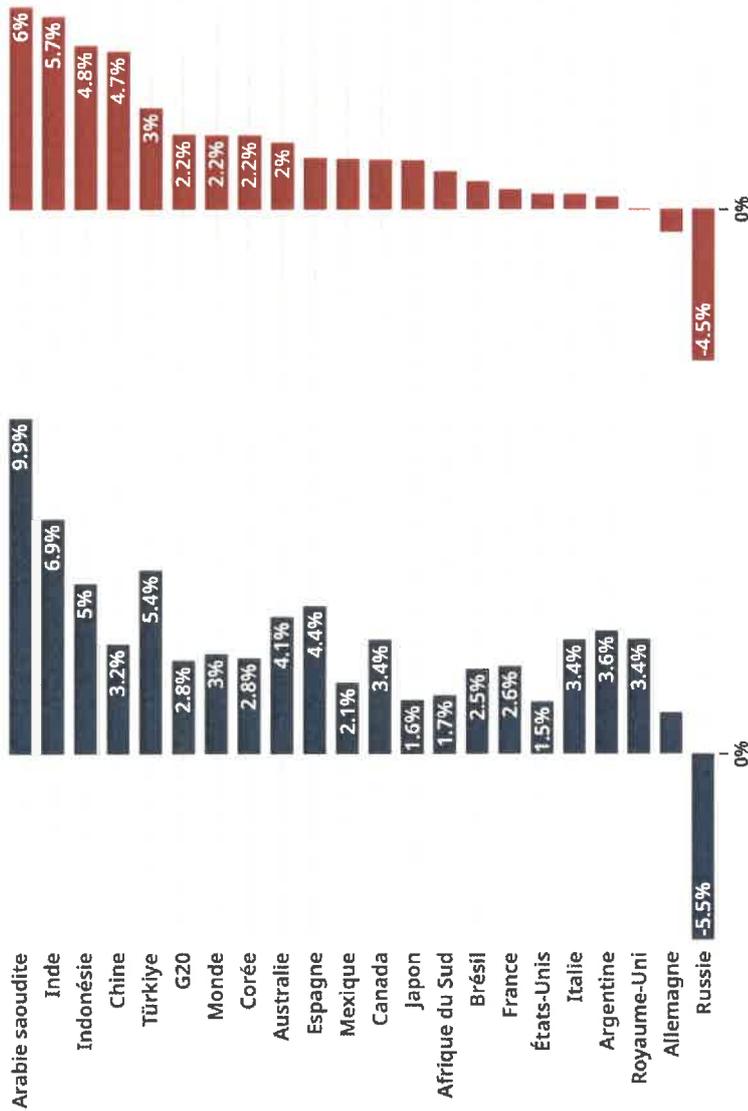
Dans la suite des effets de la pandémie du COVID 19, le conflit UKRAINIEN a des conséquences lourdes sur les économies (mondiale, nationales, ...)

Accusé de réception en préfecture
083-218300861-20230307-DB2023-11-DE
Date de télétransmission : 09/03/2023
Date de réception préfecture : 09/03/2023

1 - Le ralentissement de l'économie mondiale est plus fort que prévu

Projections de croissance du PIB réel pour 2022 et 2023

Glissement annuel, en %



> L'un des principaux facteurs de ralentissement de la croissance mondiale tient au **resserrement généralisé des politiques monétaires en raison du dépassement plus marqué que prévu des objectifs d'inflation.**

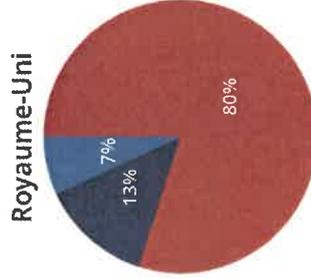
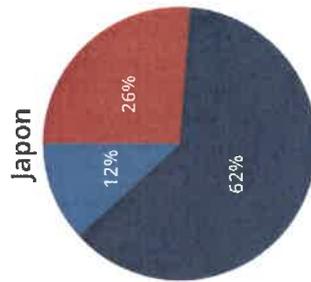
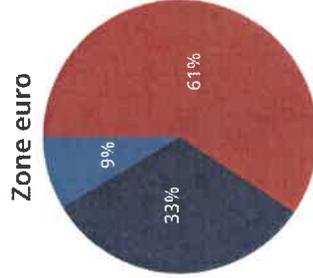
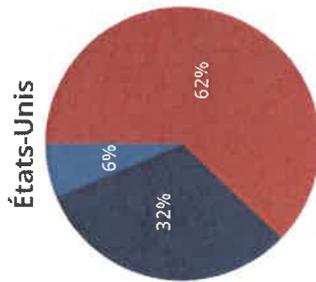
Source : Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, septembre 2022

2 - L'inflation s'est généralisée

Niveau d'inflation des biens de consommation et services

en % des postes du panier de consommation

Inflation: ■ < 0% ■ 0% - 4% ■ > 4%



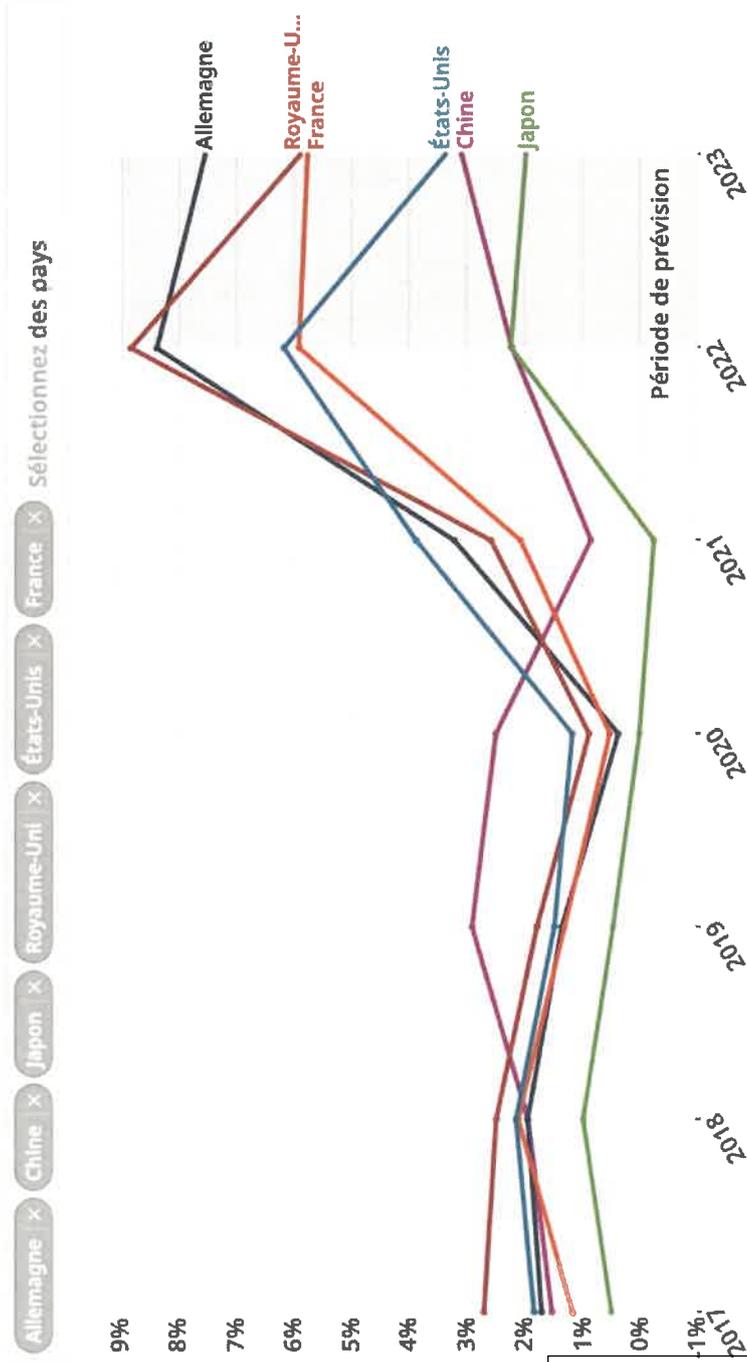
Les données se rapportent à juillet 2022 pour les États-Unis et, autrement, à août 2022.
Source : Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, septembre 2022

- > Les tensions inflationnistes se propagent au-delà de l'alimentation et de l'énergie, les entreprises de tous les secteurs de l'économie répercutant le renchérissement des coûts de l'énergie, des transports et de la main-d'œuvre. L'amplification de ces tensions, déjà évidente dans les premiers mois de 2022 aux États-Unis, se fait désormais également jour dans la zone euro et, dans une moindre mesure, au Japon.
- > La situation tendue sur le marché du travail – avec des taux de chômage atteignant ou approchant leurs plus bas niveaux historiques depuis 20 ans – dope les salaires et contribue à atténuer la perte de pouvoir d'achat et de croissance. Cela étant, elle contribue également à la généralisation de l'inflation. La hausse des salaires s'est renforcée dans de nombreux pays, en particulier aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, mais pas encore dans la zone euro.

3 - L'inflation va fléchir mais rester élevée

L'inflation frappe l'économie mondiale

Glissement annuel, %



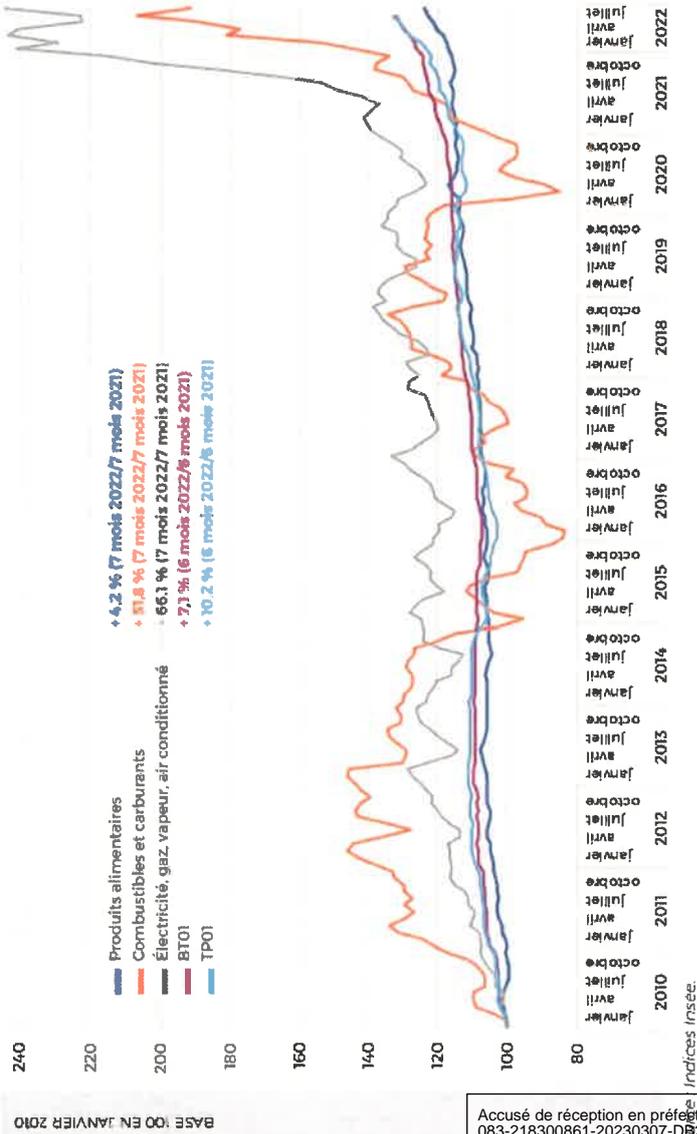
- > l'inflation globale devrait culminer au 3^{ème} trimestre 2022 dans la plupart des grandes économies avant de refluer au dernier trimestre de 2022 et tout au long de 2023. L'inflation annuelle restera nettement supérieure aux objectifs des banques centrales presque partout en 2023.

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, septembre 2022

Zoom sur l'évolution des prix de certaines charges sur chapitre 011

Évolution de certains indices de prix impactant la dépense locale

© La Banque Postale



- > Au global : dépenses de fonctionnement : plus fort taux d'évolution depuis 15 ans : +4,9% en 2022
- > Charges à caractère général : premier poste touché par la hausse des prix : +11,6% en 2022
- > Dépenses de personnel : revalorisation du point d'indice, revalorisation des carrières, revalorisation des agents de catégorie C, augmentation de la masse salariale.

Contexte national

Accusé de réception en préfecture
083-218300861-20230307-DB2023-11-DE
Date de télétransmission : 09/03/2023
Date de réception préfecture : 09/03/2023



POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE

	2019	2020	2021	2022	2023 ^{a)}	2024
PIB réel	1,9	-7,9	6,8	2,6	{ 0,8 ; -0,5 }	1,8
IPCH ^{b)}	1,3	0,5	2,1	5,8	{ 4,2 ; 6,9 }	2,7

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel.

a) Les fourchettes de prévisions pour 2023 (et les prévisions pour 2024) ont été établies autour d'un scénario de référence avec des hausses du PIB réel de 0,5 % et de l'IPCH de 4,7 % à la différence de celles du gouvernement ou de l'Insee qui portent sur l'indice des prix à la consommation (IPC), nos prévisions d'inflation portent sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). En août 2022, selon l'Insee, la hausse sur un an de l'IPCH s'établit à 6,6%, à comparer à 5,9% pour l'IPC. L'écart d'évolution entre les deux indices devrait toutefois se réduire à terme si les prix de l'énergie (davantage pondérés dans l'IPCH) se replient.

Sources : Insee pour 2019, 2020 et 2021 (comptes nationaux trimestriels du 31 août 2022), projections Banque de France sur fond bleuté.

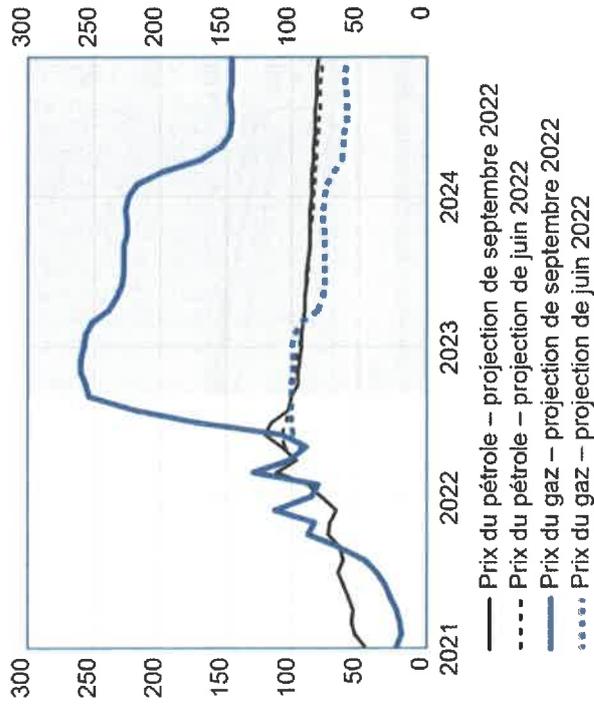
Sur la période de nos projections, l'économie française traverserait trois phases bien distinctes : une résilience meilleure que prévu au cours de la plus grande partie de 2022 ; un net ralentissement à partir de l'hiver prochain, dont l'ampleur serait entourée d'incertitudes très larges ; une reprise de l'expansion économique en 2024.

La croissance du PIB serait meilleure que prévu précédemment en 2022 (2,6 % en moyenne annuelle), portée par la résilience de la demande et le rebond du secteur des services. Mais le choc supplémentaire sur les prix internationaux du gaz naturel survenu au cours de l'été, combiné à l'arrêt des livraisons de gaz russe vers l'Europe, freinerait l'activité à partir du dernier trimestre.

Projection du coût de l'énergie

Graphique 1 : Trajectoire de référence attendue des prix du pétrole et du gaz : comparaison des prévisions de septembre et juin 2022

(en euros par baril pour le pétrole, en euros par MWh pour le gaz)



Source : Eurosystem, projections Eurosysteme sur fond bleuté.

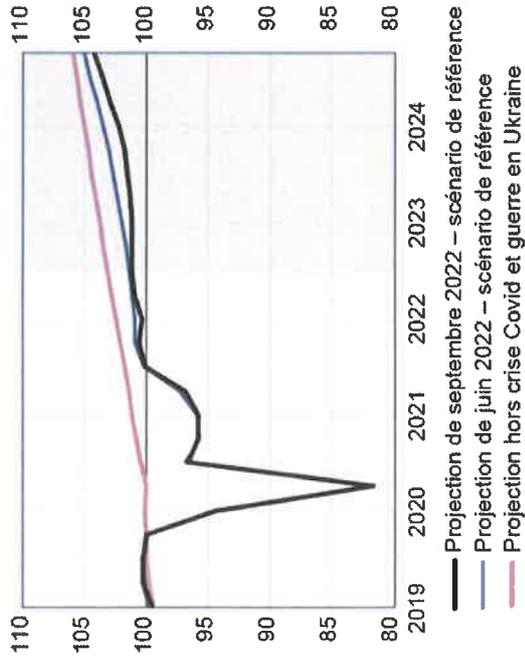
> Il faudra sans doute attendre 2024 pour retrouver un coût de l'énergie non impacté par les événements politico-économiques

> *Toutes ces hypothèses sont entourées d'incertitudes très larges ...!*

Impact des crises sur les projections

Graphique 2 : Niveau du PIB réel dans notre scénario de référence en comparaison des précédentes prévisions

(volume à prix chaînés, base 100 = T4 2019)



Note : La prévision d'avant-crise correspond à notre publication de décembre 2019, prolongée à partir de 2023 par la croissance potentielle projetée lors du même exercice.
Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2022, projections Banque de France sur fond bleuté.

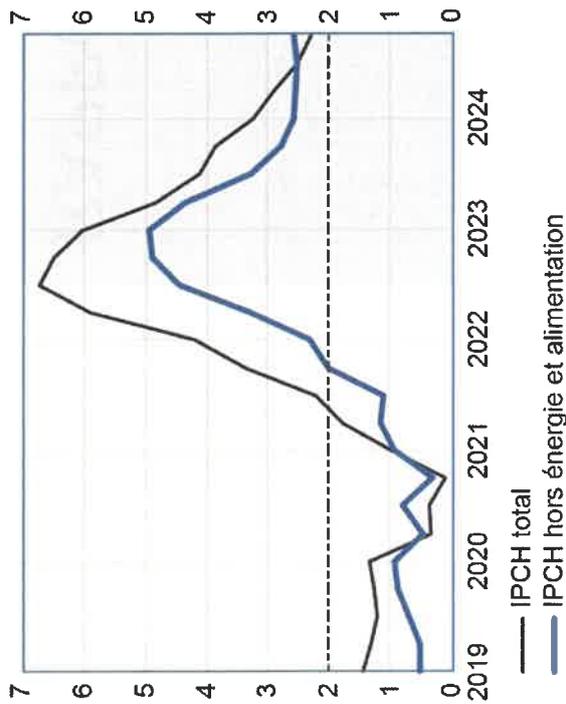
> Mise en évidence des impacts de la crise COVID et Guerre en UKRAINE sur le projection du PIB

> **Toutes ces hypothèses sont entourées d'incertitudes très larges ...!**

Impact de l'énergie sur l'inflation

Graphique 3 : IPCH et IPCH hors énergie et alimentation

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2022, projections Banque de France sur fond bleuté.

> La crise de l'énergie accentue la progression de l'inflation.

> IPCH - Indice des prix à la consommation harmonisé

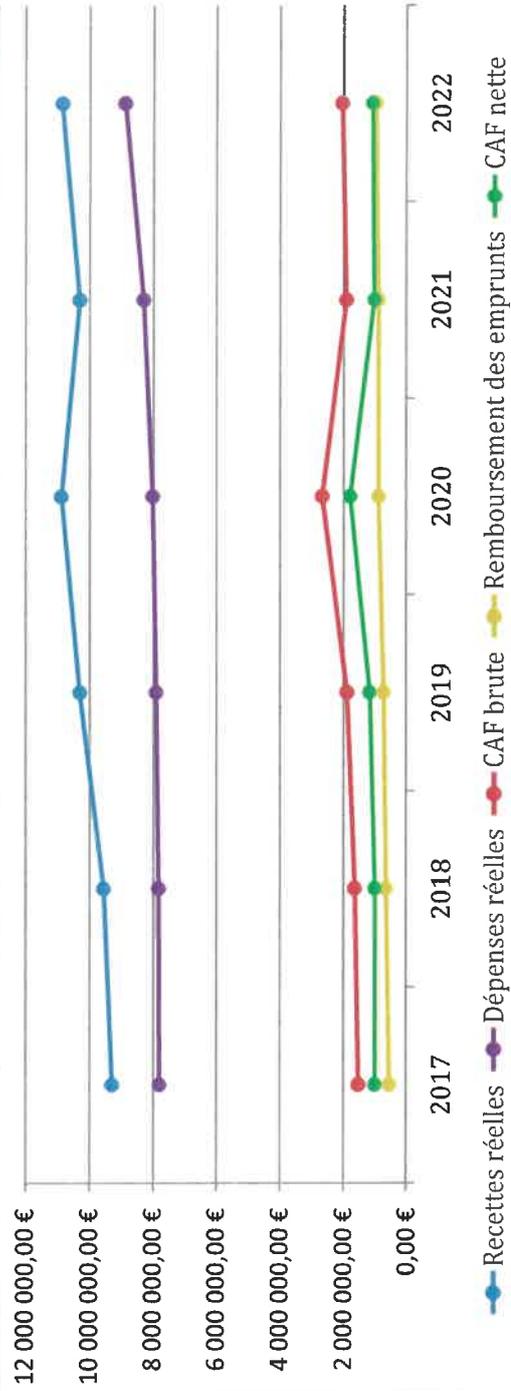
> *Toutes ces hypothèses sont entourées d'incertitudes très larges ...!*

RAPPORT RETROSPECTIF

Accusé de réception en préfecture
083-218300861-20230307-DB2023-11-DE
Date de télétransmission : 09/03/2023
Date de réception préfecture : 09/03/2023



	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement	9 408 883,98 €	9 594 936,32 €	10 359 379,72 €	10 937 608,24 €	10 370 213,08 €	10 906 607,54 €
Dépenses de fonctionnement	8 333 291,08 €	8 425 653,70 €	8 978 572,37 €	8 745 786,59 €	8 954 852,18 €	9 386 082,18 €
Résultat de l'année	1 075 592,90 €	1 169 282,62 €	1 380 807,35 €	2 191 821,65 €	1 415 360,90 €	1 520 525,36 €
Capacité d'autofinancement brute	1 519 101,16 €	1 628 164,74 €	1 878 283,99 €	2 672 565,60 €	2 004 391,88 €	1 959 726,57 €
Remboursement capital emprunts	689 593,60 €	800 314,88 €	881 221,65 €	862 446,89 €	892 449,30 €	945 520,03 €
Capacité d'autofinancement nette	829 507,56 €	827 849,86 €	997 062,34 €	1 810 118,71 €	1 111 942,58 €	1 014 206,54 €
% remboursement CAF par la dette	45 %	49 %	47 %	32 %	46 %	47 %
Capital restant dû	8 809 188,23 €	9 008 873,35 €	9 477 651,70 €	8 615 204,81 €	9 846 546,50 €	9 329 637,77 €
Désendettement année CAF	5 ans, 10 mois	5 ans, 6 mois	5 ans, 1 mois	3 ans, 3 mois	4 ans, 9 mois	4 ans, 10 mois



Rappel des données financières rétrospective :

CAF Brute

CAF Nette

Ratio de désendettement

% de la CAF consacré au remboursement de la dette

ANNEE 2022 PROJECTION ET SITUATION ATTENDUE

Accusé de réception en préfecture
083-218300861-20230307-DB2023-11-DE
Date de télétransmission : 09/03/2023
Date de réception préfecture : 09/03/2023



COMPTE ADMINISTRATIF 2022 PREVISIONNEL

SECTION FONCTIONNEMENT						
DEPENSES			RECETTES			
CHAPITRES	BUDGET 2022	CA PROVISoire	CHAPITRES	BUDGET 2022	CA PROVISoire	
011 Charges à caractère général	2 123 813	2 107 305	013 Atténuations de charges	150 000	125 192	
012 Charges de personnel	6 175 000	6 135 075	70 Produits de service	605 000	674 881	
014 Atténuations de produits	156 423	156 372	73 Impôts et taxes	7 150 616	7 255 564	
65 Autres charges de gestion courante	394 114	289 700	74 Dotations et participations	2 059 813	2 431 653	
66 Charges financières	203 000	183 449	75 Autres produits de gestion	331 300	346 548	
67 Charges exceptionnelles	19 000	2 211	76 Produits financiers	0	28	
042 Opérations d'ordre	511 802	511 970	77 Produits exceptionnels	33 000	12 783	
022 Dépenses imprévues	325 000	0	78 Reprises provisions semi-budgétaire	0	0	
023 Virement à la section investissement	481 577	0	042 Opérations d'ordre	60 000	59 958	
Sous-total	10 389 729	9 386 082	Sous-Total	10 389 729	10 906 607	
Résultat prévisionnel année 2022	0	1 520 525	Report N-1	0	0	



COMPTE ADMINISTRATIF 2022 PREVISIONNEL

SECTION INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
CHAPITRES	BUDGET 2022	CA PROVISoire	CHAPITRES	BUDGET 2022	CA PROVISoire				
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	13	Subventions d'investissement	3 121 658				
20	Immobilisations incorporelles	56 000	10	Dotations, fonds divers et réserves	2 640 412				
204	Subventions d'équipement versées	80 000	16	Emprunts et dettes assimilées	1 986 111				
21	Immobilisations corporelles	677 500	20	Immobilisations incorporelles	0				
23	Immobilisations en cours	5 679 069	21	Immobilisations corporelles	0				
27	Autres immobilisations financières	0	23	Immobilisations en cours	0				
45	Investissement sous mandat	0	45	Investissement sous mandat	0				
16	Emprunts et dettes assimilés	970 700		Virement de la section de fonctionnement	481 577				
20	Dépenses imprévues	0	021	Produits des cessions d'immobilisations	200 000				
040	Opérations d'ordre	60 000	024	Opérations d'ordre	511 802				
041	Opérations patrimoniales	61 601	040	Opérations patrimoniales	61 601				
	Sous-total	6 771 370	041	Sous total	9 003 160				
	Déficit N-1	2 231 790							
	TOTAL	9 003 160		TOTAL	4 678 589				

Compte Administratif 2022 Prévisionnel : Synthèse des résultats

Résultat Prévisionnel section fonctionnement

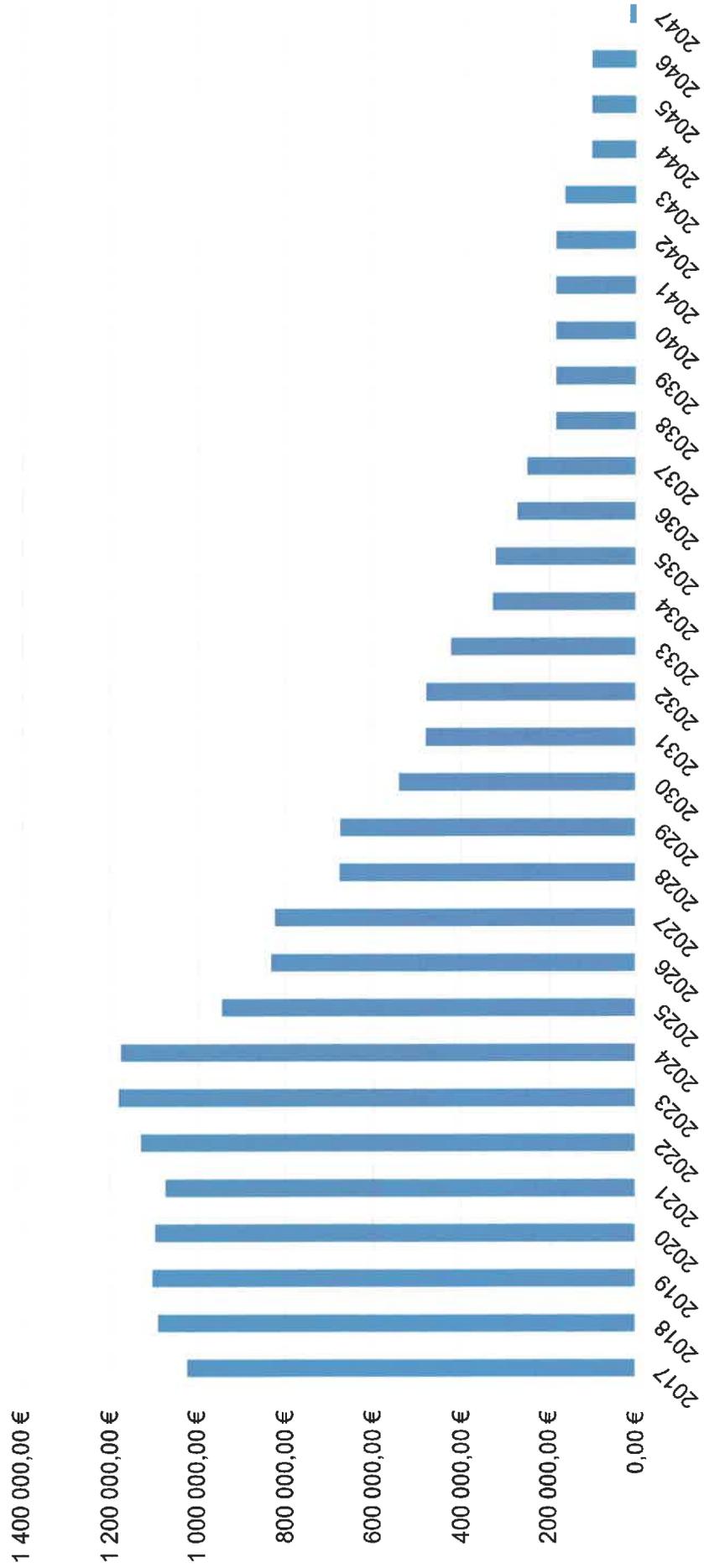


Résultat Prévisionnel Section Investissement



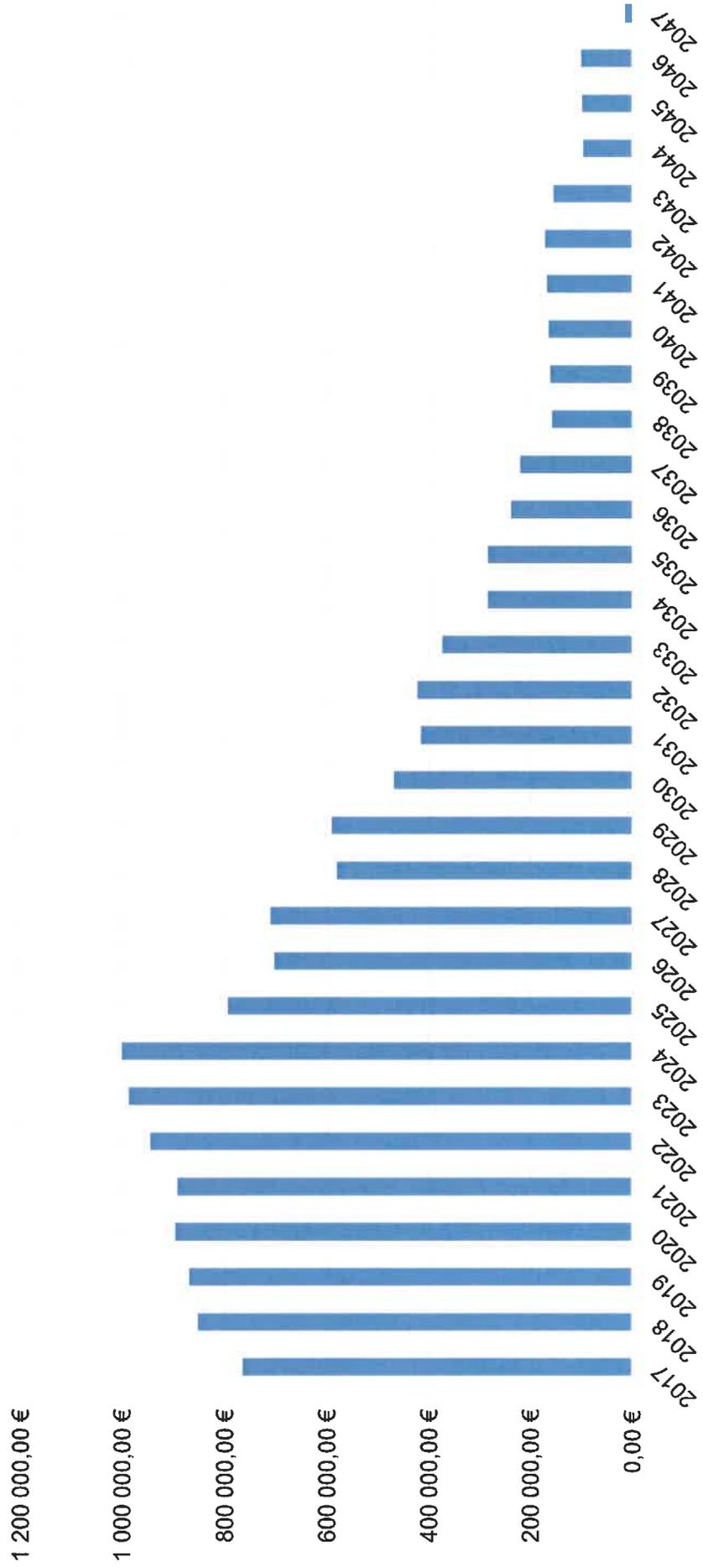
DETTE

ANNUITES

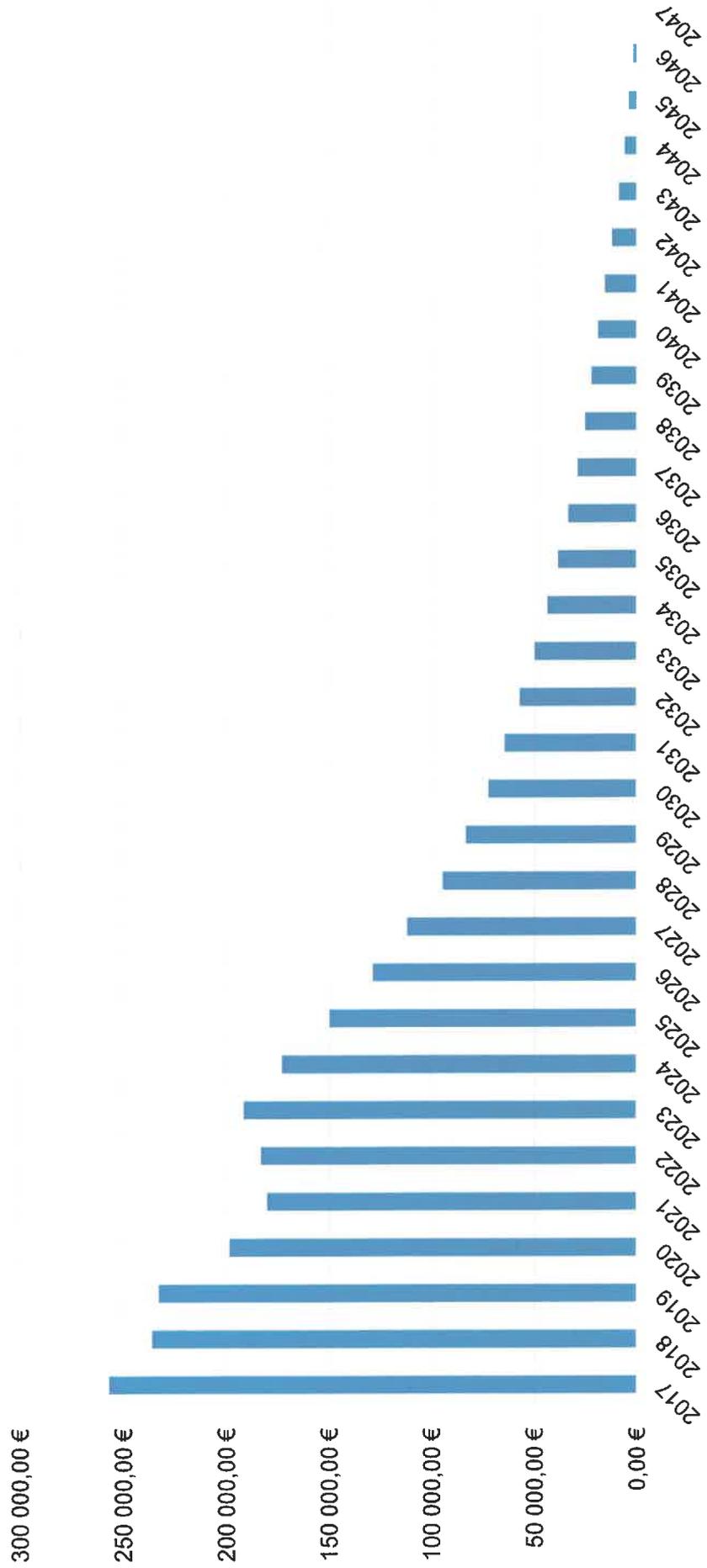




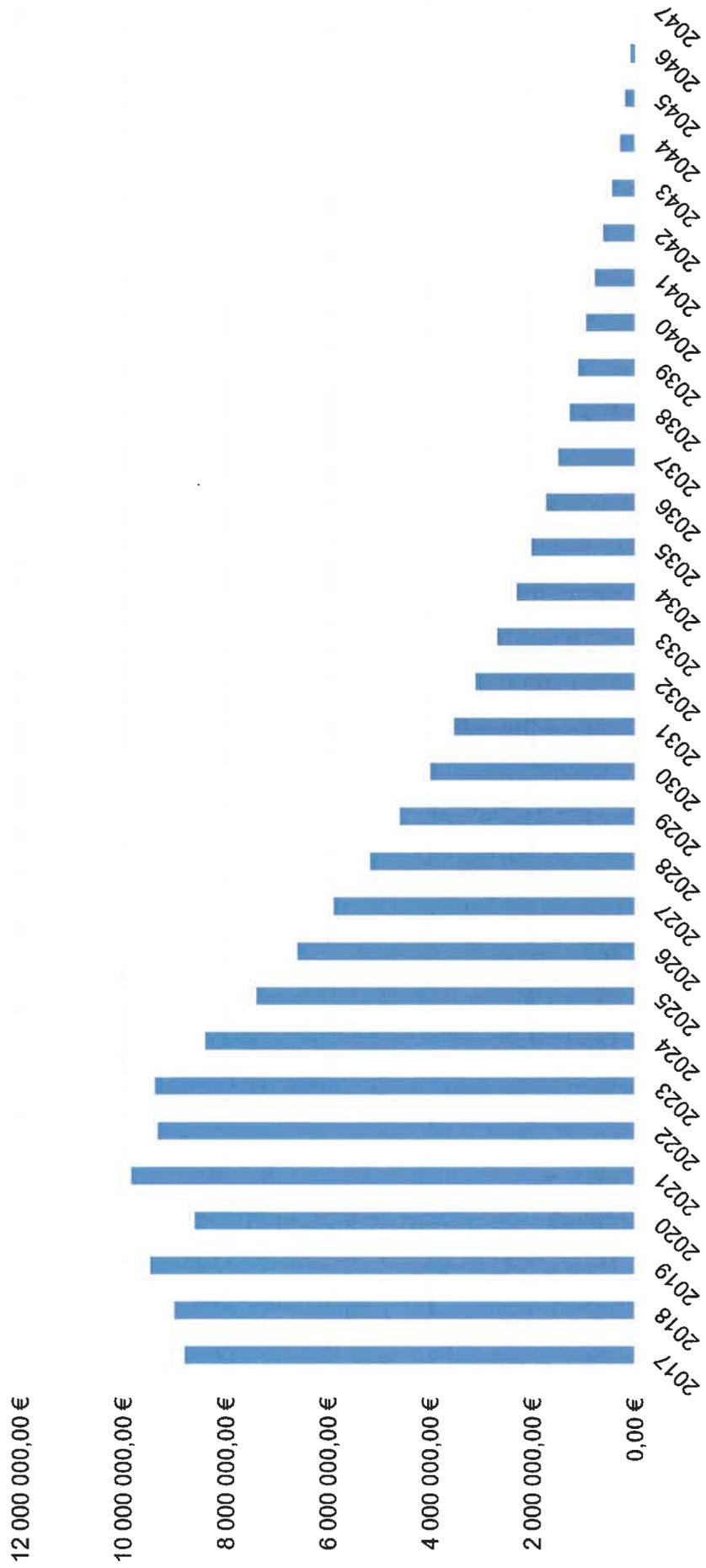
REMBOURSEMENT CAPITAL



REMBOURSEMENT INTERETS



CAPITAL RESTANT DÛ



ORIENTATION BUDGETAIRE

Accusé de réception en préfecture
083-218300861-20230307-DB2023-11-DE
Date de télétransmission : 09/03/2023
Date de réception préfecture : 09/03/2023



ELEMENTS PROSPECTIFS

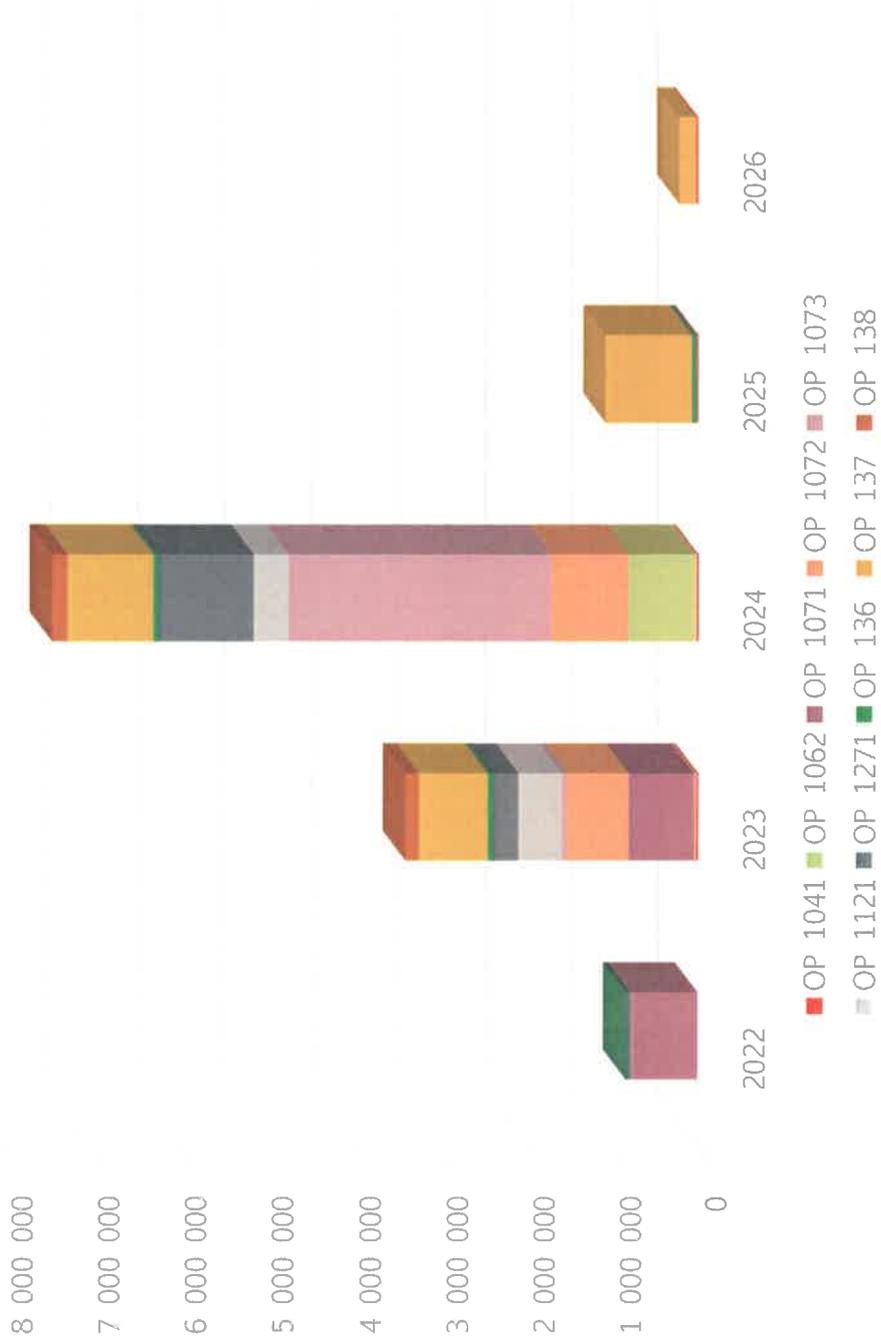
	2022	2023	2024	2025	2026
OBJECTIF CAF	1 959 726 €	2 000 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €
Remboursements des emprunts	945 520 €	988 320 €	1 001 648 €	794 633 €	704 044 €
CAF Nette	1 014 206 €	1 011 680 €	998 352 €	1 205 367 €	1 295 956 €
Tx désendettement	4 ans, 10 mois	4 ans, 7 mois	4 ans, 2 mois	3 ans, 7 mois	3 ans, 3 mois
Remb. Emprunt / CAF Brute	48 %	49 %	50 %	40 %	35 %



PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Libellé de l'AP	Montant AP	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
Opération 1041 - Acquisition matériel informatique	5 000 €			20 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Opération 1062 - Extension tennis	800 000 €			20 000 €	780 000 €		
Opération 1071 - Voie communale	1 793 831€	288 000 €	749 831 €	756 000 €			
Opération 1072 - Aménagement RDN7 Fréjus	1 610 000 €			710 000 €	900 000 €		
Opération 1073 - Aménagement RDN7 Centre-Ville	3 077 860 €		7 759 €	59 920 €	3 017 940 €		
Opération 1121 - Réhabilitation église St Joseph	910 722 €		720 €	510 000 €	400 000 €		
Opération 1271 - Extension maison de la Jeunesse	1 466 024 €		60 024 €	300 000 €	1 106 000 €		
Opération 136 - OPAH	160 000 €			10 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €
Opération 137 - Contrat Performance énergétique	3 000 000 €			800 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	200 000 €
Opération 138 - Flotte automobile	331 400 €			154 000 €	177 400 €		

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT



PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT 2023 :

- CONTRAT PERFORMANCE ENERGIE : 600 000 €
- EXTENSION RESTAURANT SCOLAIRE PEYROUAS : 450 000 €
- REHABILITATION ANCIEN LOCAL TRESORERIE : Travaux 200 000 €- Aménagement + CSU 140 000 €
- EXTENSION MAISON DE LA JEUNESSE – 300 000 €
- EGLISE SAINT JOSEPH – 510 000 €
- MARCHES DE VOIRIE – SIGNALISATIONS ROUTIERES – 786 000 €
- REFLECTION VOIRIE 5 MAI 45/JULES FERRY/JACQUEMET – 500 000 €
- TRAVAUX ONF – 10 000 €
- DEFENSE INCENDIE – 15 000 €
- VIDEO PROTECTION (EXTENSION ET REMPLACEMENT) – 30 000 €
- MATERIEL INFORMATIQUE – 20 000 €
- ACQUISITIONS VEHICULES – 154 000 €
- JARDINS MOULIN DE LA TOUR - PUMPTRACK – 179 000 €



LA FISCALITE

TAUX 2022

T.F.B.

34,49 %

T.F.N.B.

58,37 %